



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

ARRÊTÉ n° PREF-SGAD-BE-2025- 0103

du 23 AVR. 2025

**portant prescriptions complémentaires applicables à la SCEA DE LA VALLEE DU RUET
pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAILLEY**

Le Préfet de l'Yonne,

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution (UE) n° 2017/302 de la commission du 15/02/17 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

VU le décret du Président de la République du 16 mars 2022 nommant Monsieur Pascal JAN, préfet de l'Yonne ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2022 nommant Madame Pauline GIRARDOT, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BCAAT-2023-0390 du 14 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Pauline GIRARDOT, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-91-094 du 5 juin 1991 autorisant la SCEA DE LA VALLEE DU RUET à exploiter un élevage de 76800 poulets de chair sur le territoire de la commune de CHAILLEY ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-2000-0164 du 5 avril 2000 modifiant l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-91-094 du 5 juin 1991 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCDD-2009-235 du 29 mai 2009 portant prescriptions complémentaires aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-91-094 du 5 juin 1991 ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCDD-2009-413 du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté préfectoral n° DCLAE-B1-91-094 du 5 juin 1991 ;

VU le courrier en date du 18 décembre 2024 de la SCEA DE LA VALLEE DU RUET en vue de modifier les conditions d'exploitation de l'élevage de volailles sur la commune de CHAILLEY ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 28 février 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 25 mars 2025 ;

VU l'absence d'observations du demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 juin 1991, susvisé ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la SCEA DE LA VALLEE DU RUET portent sur les conditions d'exploitation des bâtiments d'élevage et l'augmentation de l'activité ;

CONSIDÉRANT que le niveau d'activité sollicité a déjà pu être autorisé antérieurement ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la SCEA DE LA VALLEE DU RUET ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser le niveau d'activité de l'installation et les conditions de l'autorisation ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

A R R Ê T E :

ARTICLE 1 – MODIFICATION

Le texte de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DCDD-2009-413 du 29 octobre 2009, susvisé, est remplacé par le texte de l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 2.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SCEA DE LA VALLEE DU RUET, dont le siège social est situé 3 rue du Glacis à VENIZY (89210), est autorisée à exploiter un élevage de 100800 poulets de chair sur le territoire de la commune de CHAILLEY.

Article 2.2 – Limitation d'usage des bâtiments en période estivale

La densité d'élevage des bâtiments P1 et P2 doit être réduite à 16 animaux par mètre carré lorsque l'abattage est prévu entre le 1^{er} juin et le 30 octobre.

La capacité totale de l'élevage est alors réduite à 88800 poulets en présence simultanée sur le site d'élevage, répartis comme suit :

- 19200 animaux dans chaque bâtiment P1 et P2
- 25200 animaux dans chaque bâtiment P3 et P4

Article 2.3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime *
3660 – a	Élevage intensif de plus de 40000 emplacements de volailles	élevage de poulets de chair	100800 places	A
4310 - 2	Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	Séchage et normalisation des fientes	8,805 t (8 citernes aériennes)	DC

* A (autorisation) ou DC (déclaration avec contrôle périodique)

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif de volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF IRPP, relatées dans la décision d'exécution susvisée.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS NON MODIFIÉES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° SAPPIE-BE-2009-235 susvisé s'appliquent à l'installation, en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la SCEA DE LA VALLEE DU RUET.

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de CHAILLEY et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de CHAILLEY pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Yonne ;

3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet, ou hiérarchique auprès du ministre chargé de la transition écologique, dans le délai de deux mois. Son exercice proroge les délais mentionnés au 1° et 2°.

La juridiction administrative peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

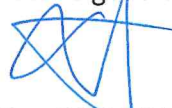
ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Madame la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- Monsieur le Maire de CHAILLEY ;
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **23 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT